

# Déconstruction d'une crise - Première partie

IRIN - ONU - Bureau pour la coordination des affaires humanitaires 18/02/2009

Le bras de fer entre Marc Ravalomanana, président de Madagascar, et le charismatique Andry Rajoelina, maire destitué d'Antananarivo, la capitale, a déjà fait plus d'une centaine de morts depuis le 26 janvier : que cachent ces violences et que va-t-il se passer à présent ?

Dans cette série en deux volets, IRIN a demandé à trois analystes d'examiner cette dangereuse impasse politique, au cours de laquelle M. Rajoelina a su inciter ses partisans à descendre dans les rues d'Antananarivo pour réclamer la destitution de M. Ravalomanana, dont ils dénoncent les méthodes de gouvernance « autocratiques ».

Les trois analystes sont :

- Richard Marcus (RM), directeur du programme d'études internationales de la California State University, aux Etats-Unis.
- Solofo Randrianja (SR), professeur d'histoire politique à l'université de Toamasina, à Madagascar.
- Stephen Ellis (SE), professeur à la faculté des sciences sociales de l'Université libre d'Amsterdam et chercheur principal au Centre d'étude sur l'Afrique, à Leyde, aux Pays-Bas.

## Les racines

**Stephen Ellis** : « Marc Ravalomanana lui-même a utilisé la mairie d'Antananarivo comme tremplin pour mener son opposition en 2001 [lorsqu'il a gagné les élections présidentielles, mettant ainsi un terme aux 23 années de régime de Didier Ratsiraka]. De plus, depuis les années 1960, la tradition veut qu'Antananarivo soit le siège de l'opposition nationale. Andry Rajoelina agit dans le respect d'une tradition établie.



« Les événements de 2001-02 portaient à croire que le [caractère communautaire] avait perdu l'attrait politique qu'il avait depuis les années 1950 [les politiciens de Madagascar ont souvent exploité l'ethnicité, opposant les "Merina" des hautes terres, aux "Côtiers", majoritaires dans les régions du littoral]. Le fait que les deux hommes [M. Ravalomanana et Rajoelina] viennent des hautes terres laisse penser que [ce

facteur] continue de perdre de l'importance ».

**Richard Marcus** : « Il y a là quelque chose d'important, pour deux raisons : la base de soutien de M. Rajoelina s'est créée au cœur même de celle du président Ravalomanana, d'un point de vue ethnique, mais aussi, et c'est peut-être encore plus important, d'un point de vue géographique. M. Rajoelina a su rassembler d'anciens partisans mécontents de M. Ravalomanana dans la sphère politique.



« M. Ravalomanana a été l'un des premiers politiciens malgaches à transcender le clivage Merina/Côtiers. Il l'a fait en se servant de ses ressources personnelles pour transformer son réseau national d'affaires en un réseau politique. Célèbre à l'échelle régionale, il s'est hissé très rapidement, grâce à cela, au premier plan national, en 2001. M. Rajoelina est un chef d'entreprise, mais il ne dispose pas d'un tel réseau national ; il n'a pas les fonds personnels nécessaires et, à 34 ans, il n'a pas l'expérience ni l'habileté qu'il faut pour réussir cela ».

**Solofo Randrianja** : « L'élection de M. Rajoelina à la mairie de la capitale était un avertissement pour M. Ravalomanana et son régime, il y a un an. La ville d'Antananarivo et ses provinces abritent la majorité des électeurs... donc, c'est un facteur important. M. Ravalomanana et son régime avaient été avertis sur certains aspects de [leurs antécédents en termes de gouvernance]. Alors, derrière l'élection de [M. Rajoelina], il y avait une aspiration au changement démocratique ».

## L'armée n'intervient pas

**RM** : « C'est merveilleux de voir à quel point l'armée a été disciplinée, à Madagascar, au fil des années. Les mouvements sociaux ne peuvent avoir lieu que parce que l'armée reste dans ses casernes. Bien sûr, en 2002, un clivage s'est formé au sein de l'armée entre les partisans de M. Ravalomanana et ceux de M. Ratsiraka... Mais le bilan des morts, relativement léger compte tenu de l'ampleur du conflit, a montré à quel point l'armée pouvait se contenir. [Sept mois de violences avaient suivi les élections présidentielles de décembre 2001, jusqu'à ce que la Cour suprême soutienne la victoire de M. Ravalomanana et que M. Ratsiraka fuie en France].

« La possibilité d'une "troisième voie" avait été brièvement évoquée en 2002 – en gros, un coup d'Etat qui aurait stabilisé le pays jusqu'à ce que de nouvelles élections puissent être organisées. Ce sont les dirigeants de l'armée eux-mêmes qui avaient rejeté cette option. Cette retenue militaire est bien visible aujourd'hui ».

**SR** : « [Le gouvernement veut] réformer l'armée : en retirant les généraux vieillissants, dont bon nombre demandent à partir à la retraite. Un colonel gagne autant qu'un simple policier, par exemple. Cela explique pourquoi l'armée n'a rien fait le 26 janvier, lorsque [des manifestants] ont commencé à se livrer à des pillages. L'armée est profondément divisée

## Exploiter le désespoir des Malgaches

**RM** : « Un grand nombre de mes collègues ont soulevé des questions importantes sur la pauvreté qui continue de régner dans le pays et le programme de réforme économique. Ce n'est pas que je ne sois pas d'accord, mais je voudrais juste nuancer ces propos. Madagascar n'est pas en plus mauvaise posture qu'en 2002. La pauvreté a même diminué, et les indicateurs économiques globaux ont considérablement augmenté. Mais le facteur de déstabilisation, c'est la répartition.

« Le MAP [Plan d'action Madagascar, la stratégie nationale de réduction de la pauvreté] était un point de la ligne politique adoptée par le TIM [le parti "Tiako-I-Madagasikara" – "J'aime Madagascar" – de M. Ravalomanana] et un programme caractéristique de M. Ravalomanana. Cette approche descendante peut faire du Président un héros, s'il réussit.

« En revanche, si les résultats tardent à venir, étant donné, en particulier, que [la population a] l'impression que certaines personnes importantes s'enrichissent ou que cette approche sert les intérêts de certains dans le secteur privé, le mécontentement va croître. M. Ravalomanana a passé une très longue lune de miel. C'est terminé. Il n'y a pas eu de résultats tangibles pour le citoyen moyen, et la population est terriblement mécontente de cela ».

**SR** : « M. Rajoelina manipule le prolétariat d'Antananarivo. [Il exploite] cette misère, réelle, qui [touche] en particulier les jeunes. Chaque année, 500 000 personnes arrivent sur le marché du travail. Elles ne profitent pas des avantages des politiques d'ultra-libéralisation que [M. Ravalomanana] a choisies pour développer l'économie ».

## Un manque de choix

**SR** : « M. Rajoelina est de plus en plus isolé, et ses fonds s'amenuisent. Il a désormais été contraint d'adopter une position extrême. M. Ravalomanana n'a pas besoin de négociateur, M. Rajoelina est isolé. M. Ravalomanana tente de répondre à des griefs légitimes sur la corruption, etc. Pour les gens qui vivent [à Madagascar], il y a une grande différence entre aujourd'hui et les précédents régimes ; mais la corruption ne disparaîtra pas du jour au lendemain ».

**SE** : « On ne sait pas vraiment ce que M. Rajoelina va pouvoir faire à présent ; dans un sens, M. Ravalomanana et lui vont tous deux sortir perdants de la crise actuelle. Des violences pourraient aisément éclater dans les chefs-lieux des provinces, à Mahajanga [ouest] ou à [Antsiranana, nord], par exemple.

« En ce qui concerne M. Rajoelina, on ne sait pas s'il jouit d'un soutien international ; les puissances étrangères semblent soutenir le Président actuel, qui après tout a été légitimement élu et qui en outre ne risque guère d'être renversé, à court terme, semble-t-il ».

**RM** : « À la fin du mois de janvier, [M. Rajoelina] réalisait des avancées considérables. On aurait dit qu'il allait peut-être pouvoir s'appuyer sur l'opposition modérée pour se créer une base [de soutien] nationale. D'ailleurs, il semblait tenter de reprendre un grand nombre de tactiques déjà utilisées par M. Ravalomanana en 2001.

« Stratégiquement, M. Ravalomanana a donc dû agir rapidement. Il ne pouvait pas arrêter M. Rajoelina, car cela aurait fait de lui un martyr et lui aurait donné raison [de dénoncer « l'autocratie » de M. Ravalomanana], mais il l'a destitué [M. Rajoelina a été démis de ses fonctions de maire le 3 février]. M. Rajoelina, pour sa part, a trop présumé de sa situation.

« Le tournant a eu lieu lorsqu'il s'est déclaré "responsable" [du gouvernement] après avoir répété pendant plusieurs semaines qu'il ne souhaitait pas diriger le pays, mais plutôt défendre les populations pour apporter des changements au gouvernement de M. Ravalomanana, ou pour créer un gouvernement de transition dirigé par quelqu'un d'autre. Du jour au lendemain, il a perdu les trois quarts du soutien dont il jouissait de la part du peuple. La construction d'une base [de soutien] nationale viable était désormais compromise.

« Ce qui est important, ici, bien que les choix qui s'offrent à M. Rajoelina soient aujourd'hui de plus en plus limités, c'est que celui-ci a exploité un malaise vaste et croissant. Même les partisans de M. Ravalomanana le voient comme une force centrifuge. [M. Ravalomanana] est un réformateur, mais la transparence de la gouvernance s'est émoussée, les libertés politiques ont diminué, et il a amalgamé les secteurs privé et public de manières novatrices qui ne sont pas profitables pour Madagascar, ni ne sont perçues comme telles.

« Ces questions de gouvernance ont amené l'Union européenne et la Banque mondiale à suspendre leur soutien budgétaire à M. Ravalomanana en décembre. C'est très important, parce qu'une bonne partie de la force acquise par M. Ravalomanana ces quelques dernières années lui venait du soutien international indéfectible dont il jouissait. M. Rajoelina, quant à lui, jouit d'un très large soutien dans ses critiques envers le gouvernement ; mais il ne peut tout simplement pas mettre l'alternative à exécution. En revanche, il a ouvert la voie, pour que quelqu'un le fasse.

« En deux mots, les choix qui s'offrent à M. Rajoelina sont en train de disparaître rapidement, mais il a acculé M. Ravalomanana. Soit M. Ravalomanana va devoir commencer à changer ses méthodes de gouvernance [de façon à assurer à la fois plus d'inclusivité et plus de transparence], soit il va devoir centraliser davantage, à un point qui équivaldrait à une régression démocratique considérable ».

## Déconstruction d'une crise - Deuxième partie

IRIN - ONU - Bureau pour la coordination des affaires humanitaires 20/02/2009

### Andry Rajoelina a-t-il trop présumé de sa situation ?

**Richard Marcus** : « M. Rajoelina semblait bien placé pour lancer un mouvement social. A Madagascar, il est possible de mesurer le changement politique avec les mouvements sociaux, petits et grands. Mais la grosse différence entre 2002 [année d'arrivée au pouvoir de M. Ravalomanana, à la suite d'une victoire électorale chaotique] d'une part, et 2009, d'autre part, c'est que M. Rajoelina a commencé à éroder la viabilité du gouvernement sans offrir d'alternative véritable.

« Il ne cesse de réclamer la formation d'un "gouvernement de transition", mais on ignore vers quoi doit mener cette transition. M. Rajoelina est jeune, sa base de soutien n'est pas assez importante dans la capitale, et il n'a presque pas de base en dehors de la capitale ; il n'a pas les ressources dont disposait M. Ravalomanana en 2002, ni l'expérience nécessaire pour mener un mouvement.

« Là où il y a une vraie contestation du régime, en particulier dans la capitale, les germes d'un coup d'Etat ont été semés. Cela n'est pas arrivé. Il est fort peu probable que cela arrive ».

**Stephen Ellis** : « Il devient difficile d'envisager une issue dans les circonstances actuelles. Les derniers événements ont gravement sapé la légitimité du président M. Ravalomanana. Mais à mon sens, [M. Rajoelina] n'a presque aucune chance de prendre le pouvoir, à moins qu'un processus électoral ne soit engagé. S'il devait quitter la scène politique, avec le temps, la grogne finirait certainement par trouver un autre moyen ou un autre leader pour s'exprimer ».

**Solofo Randrianja** : « M. Ravalomanana négocie avec différents partenaires sur la manière de neutraliser un mouvement social [confiné à] certains quartiers de la capitale. Maintenant, pour avoir la paix et la tranquillité, la majorité de la population est prête à donner carte blanche à M. Ravalomanana ».

### Derrière le mouvement

**RM** : « Il n'est pas surprenant que M. Rajoelina ait pu mobiliser 40 000 partisans, le 17 janvier. Ce qui est surprenant, en revanche, ce sont les violences qui se sont ensuivies. Pour que le mouvement de M. Rajoelina devienne plus violent au-delà des portes d'Antananarivo, celui-ci devrait pouvoir se bâtir une base de soutien rapidement, tout en esquivant le soutien populaire croissant en faveur de son arrestation. Cela semble peu probable.

« M. Rajoelina a essayé de rejouer janvier 2002 en janvier 2009, mais avec M. Ravalomanana dans le rôle de l'ancien président Didier Ratsiraka [évincé par M. Ravalomanana après 23 années de régime] : l'antidémocrate, l'opresseur, un fléau pour le peuple. Mais il y a des différences de taille : M. Rajoelina ne jouit d'aucune légitimité électorale, et avant tout, M. Rajoelina n'est pas un leader national. Il est l'aimant qui attire une multitude de leaders et de petites gens qui n'ont guère d'autre point commun que leur mécontentement.

« M. Rajoelina a formé un véritable club du « tout sauf Ravalomanana », qui englobe à la fois le vieux mouvement radical, et le mouvement modéré. Il ne jouit pas d'un large soutien, mais il a plongé de solides racines dans le secteur privé et la société civile. Ce que peut faire M. Ravalomanana, c'est changer le statu quo et ouvrir le gouvernement à la concurrence politique ».

**SE** : « Roland Ratsiraka, neveu de l'ancien Président, s'est allié à M. Rajoelina. L'émergence de l'opposition dans les grandes villes de provinces porte également à croire que les politiciens provinciaux de l'ère Ratsiraka se servent des événements actuels pour tenter un retour ».

**RM** : « Indirectement, [Didier Ratsiraka] est un facteur. C'est d'ailleurs parce qu'un discours de M. Ratsiraka a été diffusé sur Viva [le réseau radio/TV de M. Rajoelina] que la chaîne a été fermée par M. Ravalomanana en décembre. C'est cette mesure qui a marqué le début du conflit. Les vieux politiciens sont eux aussi des facteurs indirects. La "vieille garde" est trop vieille, mais M. Rajoelina est devenu l'élément fédérateur de la nouvelle génération d'opposition ».

## **Pression internationale**

**SE** : « On ne sait pas si M. Rajoelina jouit d'un soutien international ; les puissances étrangères semblent soutenir le Président actuel, qui après tout a été légitimement élu et qui en outre ne risque guère d'être renversé, à court terme, semble-t-il ».

**SR** : « Les investisseurs vont se montrer plus prudents à l'avenir, c'est certain. Les partenaires internationaux ne peuvent pas soutenir un mouvement qui érige un gouvernement parallèle illégal ».

**RM** : « La décision de la Banque mondiale et de l'Union européenne de suspendre leur soutien budgétaire en décembre [2008] était un bon premier pas pour reconnaître le pouvoir de la communauté internationale et faire pression sur M. Ravalomanana afin de l'obliger à opter pour la réforme plutôt que pour une nouvelle centralisation. Le défi lancé par Andry TGV [le surnom de M. Rajoelina] est un début, pas une fin, et ce, même si celui qui a lancé le défi finit lui-même par être relégué [au rang d'acteur dans] un épisode de violence passagère ».

## **Changer le statu quo**

**RM** : « Que pourrait faire M. Ravalomanana pour changer le statu quo et ouvrir la voie à la concurrence politique ? Il pourrait ouvrir grand les portes à un véritable audit du secteur minier et du secteur pétrolier émergent. Avant tout, peut-être, M. Ravalomanana pourrait cesser de modifier les institutions malgaches pour servir ses intérêts : au contraire, ce sont ses propres intérêts qui devraient changer de façon à renforcer les institutions, qui survivront bien au-delà de son mandat. Il pourrait par exemple assurer, dans le cadre des processus budgétaires, plus de transparence et de cohérence entre les autorités étatiques, régionales et communales. Il peut faire beaucoup de choses.

« L'autre approche que le président Ravalomanana pourrait adopter serait de réduire encore davantage la transparence et la concurrence. Cette attitude de fermeture limiterait les contestations futures de son autorité, mais c'est un jeu dangereux. Il risquerait de radicaliser une opposition qui n'a pas d'objectif central, pas de consensus entre ses dirigeants, et pas les moyens de participer à un processus institutionnel.

« S'il est vrai que M. Rajoelina a perdu son impulsion, et qu'il se dirige déjà vers l'isolement, il est en revanche possible qu'une opposition radicale fasse perdre au gouvernement son pouvoir de gouvernance sans prévoir de mode de succession clair ».